

Accord d'alliance électorale

Entre : le Parti de l'Espoir pour le Développement National (PE.D.N) représenté par son Président S.E Elhadj Lansana KOUYATE

D'une part

Et

Le Rassemblement du peuple de Guinée (R.P.G) représenté par son Président le Professeur Alpha Condé

D'autre part

Lesquels par la présente conviennent de ce qui suit :

Article 1 : objet de l'accord

Le présent accord a pour objet de nouer une alliance entre les partis associés sus mentionnés, en vue de travailler ensemble au sein d'une seule organisation de campagne pour aborder le deuxième tour du scrutin présidentiel, en ayant à l'esprit que notre victoire commune permettra de garantir une cogestion transparente devant aboutir à une renaissance économique, sociale et culturelle de la Guinée par le biais d'un changement réel portant à la fois sur les structures de l'Etat et sur les mentalités.

Article 2 : Perspectives

Cette alliance sera obtenue d'une part grâce à l'implication active du PEDN et de son Président aux côtés d'un des finalistes du premier tour du scrutin présidentiel en l'occurrence le Président du R.P.G et d'autre part par les formations politiques qui les soutiennent.

Article 3: Modalités de coopération

Les Partis signataires et leurs Présidents s'engagent selon leur faculté contributive à mettre tout en œuvre à travers leurs moyens humains, matériels et financiers ainsi que les conseils appropriés pour mener à bien une campagne efficace et efficiente visant à remporter la victoire.

Par ailleurs le candidat du Rassemblement du Peuple de Guinée devenu le candidat commun de l'alliance s'engage à travailler dans une collaboration étroite pour la constitution d'un gouvernement et d'un corps législatif capables de répondre aux aspirations du peuple de Guinée.

A cet effet, ces formations politiques conviennent de ce qui suit :

- I. La mise en cause de la C.E.N .I dans sa composition et sa forme actuelle qui sont une évidence avérée et admise par tous à cause de ses carences notoires et de sa mauvaise performance lors du premier tour du scrutin présidentiel. Les partis signataires du présent accord demandent solidairement et avec insistance sa révocation et son remplacement par une nouvelle structure plus performante et plus en phase avec l'actualité et l'éthique politique.

II. Révision Constitutionnelle

La constitution Guinéenne a été récemment révisée et adoptée dans des circonstances quelque peu hâtives par le Conseil National de Transition (CNT) à la majorité des trois quart de ses membres et promulguée par décret présidentiel.

Cet état de fait est pour le moins insolite. Puisque chaque citoyen a le devoir de se conformer à la constitution, aux lois et aux règlements, chaque citoyen a donc conséquemment le devoir de participer à l'adoption de la constitution soit par le biais de l'Assemblée Nationale soit par voie référendaire.

Les signataires de cet accord décident donc qu'en cas de victoire, ils prendront toutes les dispositions appropriées en vue d'une révision de constitutionnelle plus conforme aux normes et procédures universelles.

En cas de victoire les membres de l'équipe Gouvernementale représentant le PEDN seront dûment et exclusivement désignés par le Président de leur parti. Le PEDN bénéficiera de 25 % des portefeuilles ministériels et deux (2) ministères de souveraineté

III. Administration du territoire

Postes à attribuer :

- Quatre (4) des postes de Gouverneurs de Région Administrative
- quinze (15) Postes de Préfet
- vingt cinq (25) Secrétaires Généraux de Préfecture
- trente cinq pour cent (35%) des Postes de Sous-préfet
- quarante pour cent (40%) des Postes de Secrétaires communautaires
- Campagne commune pour l'élection de quarante pour cent (40%) des Présidents de C.R.D
- quinze 15 Secrétaires Communaux (Urbain)

IV. Haute Administration et Gestion des Grands Projets

- A. 1) trente cinq pour cent (35%) des postes de Directeurs de Cabinet ou Secrétaires Généraux
- 2) trente cinq pour cent (35%) des Postes de Chefs de Cabinet des Ministères non occupés par le PEDN.

B. Directeurs des Entreprises et Projets Nationaux

- 1) trente cinq pour cent 35% des entreprises et projets nationaux

V. Représentation extérieure

La nécessité d'une profonde réforme de la représentation extérieure s'avère nécessaire, le Président du P.E.D.N futur Président de l'assemblée Nationale doit être intimement associé à la restructuration et à la conduite de la diplomatie Guinéenne, notamment les changements à opérer au sein du Ministère des affaires étrangères, dans les Ambassades et consulats.

A cet égard et s'agissant des postes, il sera octroyé au PEDN et équitablement repartis entre les continents couverts par la diplomatie Guinéenne, les quotas Suivants :

- A. Ambassadeurs trente cinq pour cent (35%)
- B. Conseillers d'ambassade trente cinq pour cent (35%) selon les mêmes critères que les ambassadeurs. Les conseillers ainsi que ceux qui suivent doivent avoir travaillé ou avoir servi efficacement dans la diplomatie.
- C. Secrétaire d'ambassades trente cinq pour cent (35%)
- D. Attachés Financiers trente cinq pour cent (35%)
- E. Consuls trente cinq pour cent (35%)

Aussi ces différents Postes ne sauraient être concentrés au niveau des ambassades où sont nommés les cadres de leur parti.

VI. Institutions Républicaines

A. Assemblée Nationale

Le Président du R.P.G, le Président du PEDN et les partis de l'alliance garantiront la constitution d'un groupe parlementaire majoritaire qui œuvrera de façon systématique à la désignation et à l'élection du Président du P.E.D.N, **Lansana KOUYATE**, leur candidat commun

comme Président de l'Assemblée Nationale durant toute la législature.

Le président du P.E.D.N assurera la coordination politique de l'ensemble des partis de l'alliance et sera régulièrement consulté dans la prise et la mise en œuvre des décisions gouvernementales pour faciliter le bon fonctionnement du gouvernement. Il consultera à cet effet les partis de l'alliance.

En outre les députés du PEDN et de ses partis élus Présideront trois (3) des commissions parlementaires, tout comme ils désigneront deux (2) Vice-présidents, deux (2) Secrétaires Parlementaires et un (1) Questeur.

B. Pour ce qui est des autres institutions républicaines

- Conseil économique et social
- Cour suprême
- Cour constitutionnelle
- Haute Autorité de la Communication
- Cour des comptes

Le PEDN et ses partis associés proposeront le président de la Haute Autorité de la Communication et le Médiateur de la République.

Le PEDN et les partis associés auront, sur désignation de leurs Présidents, 35% des membres de chacune de ces institutions.

Article 4 : En tout état de cause les membres des partis désignés à ces postes ne seront demis de leurs fonctions qu'après consultation entre le Président de la République et le Président du PEDN.

En cas d'accord sur la décision de révocation, le Président du PEDN ou du parti concerné soumettra pour le remplacement de son cadre, un nouveau nom au même poste, au Président de la république.

Article 5 : ces dispositions seront exclusivement mises en œuvre par le seul accord établi entre les parties.

Article 6 : pour garantir le respect scrupuleux de la loyauté et de la collaboration réciproque, la consultation entre les parties sera régulière en vue d'assurer la pleine participation du Président de l'assemblée Nationale, aux décisions du Président de la république.

Article 7 :

Pour l'effet de l'accord d'alliance électorale, les parties s'engagent à respecter rigoureusement les clauses de ce contrat, sans aucune interférence de facteurs externes des deux côtés, ainsi que le maintien des relations humaines apaisées et cordiales entre les responsables et les membres de leurs formations politiques.

Article 8: Entrée en vigueur

Le Présent accord d'alliance électorale prend effet à compter de la date de sa signature.

Article 9 : Règlement des différends

Tout différend ou litige éventuel sera réglé à l'amiable ou soumis à l'arbitrage des Présidents des partis de l'alliance ou d'amis communs choisis d'accord partie.

Article 10 : Publication

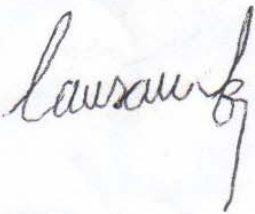
Le Présent Accord signé, paraphé et établi en plusieurs exemplaires sera déposé pour information auprès d'un chef d'Etat de la sous-région qui sera choisi de commun accord entre le président du R.P.G et celui du P.E.D.N. Ce président serait le garant du présent accord.

Conakry, le 2 Aout 2010

Les Présidents des partis signataires

Président du PE.DN

El hadj Lansana Kouyaté



Président du RPG

Pr Alpha Condé

